



communiqué

N°: 153
No.:

Le 5 août 1987

JOE CLARK RÉITÈRE L'APPUI DU CANADA AU PROCESSUS DE PAIX EN AMÉRIQUE CENTRALE

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, a fait parvenir le 4 août un message spécial aux ministres des Affaires étrangères des pays d'Amérique centrale pour exprimer le désir du Canada que la réunion des présidents centro-américains proposée pour le 6-7 août ait lieu. Dans son message aux ministres des Affaires étrangères du Costa Rica, du Salvador, du Guatemala, du Honduras et du Nicaragua, M. Clark a réitéré l'appui du Canada à l'initiative de paix du Costa Rica et aux efforts déployés par l'Amérique latine pour parvenir à un règlement négocié de la crise sévissant en Amérique centrale. Voici le texte:

"Je vous écris à un moment critique dans l'histoire de votre région. L'Amérique centrale a désespérément besoin de paix. Aucun des multiples problèmes qui assaillent la région ne peut être réglé adéquatement pendant que le conflit se prolonge. Personne n'est plus au fait de cette vérité fondamentale que les leaders des pays centro-américains, alors qu'ils se préparent à se rencontrer au cours des prochains jours pour essayer de trouver une solution à la crise.

Le plan de paix, proposé par le président Arias du Costa Rica, sera le principal article à l'ordre du jour de la réunion. Le gouvernement du Canada appuie vos efforts pour trouver un terrain d'entente ainsi que la volonté politique sans laquelle aucun progrès n'est possible. Nous ne nous faisons aucune illusion sur la difficulté de parvenir à une entente. Cependant, nous espérons que l'énormité du défi ne vous empêche pas de tenir la réunion et que cette initiative aura servi à raviver le dialogue.

.../2

Le président Arias a indiqué clairement que sa proposition entrerait dans l'esprit et dans le cadre du processus de Contadora. Il y a longtemps que le Canada appuie ce processus qui est, selon lui, le moyen le plus approprié de parvenir à un règlement pacifique dans la région. Je vous souhaite le meilleur des succès dans vos efforts de progrès vers cet objectif important."

Depuis que M. Clark a envoyé ce message, les Etats Unis ont annoncé un nouveau plan de paix. Le ministre a pris note des détails préliminaires du plan et il pense que la réunion pourrait fournir l'occasion aux présidents centro-américains de discuter ce plan, s'ils le jugent approprié.

CONTADORA

Le gouvernement canadien est vivement préoccupé par les tensions qui déchirent l'Amérique centrale. Le Canada n'a cessé d'exprimer son désir d'aider à trouver des solutions aux problèmes cruciaux de la région. Dans le discours qu'il a prononcé l'an dernier devant l'Association interaméricaine de la presse, le Premier ministre, le très honorable Brian Mulroney, a qualifié l'initiative de Contadora de "meilleur instrument de réconciliation en Amérique centrale". Le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, a -- à maintes reprises, dans ses déclarations publiques au Canada et à l'étranger -- exprimé le ferme appui du Canada pour le Groupe de Contadora. M. Clark a réaffirmé sa position lors de ses visites en Argentine, en Uruguay et au Venezuela en 1986. Dans un message que M. Clark a adressé aux ministres des Affaires étrangères du Groupe de Contadora et du Groupe d'appui de Lima ainsi qu'aux secrétaires généraux des Nations-Unies et de l'Organisation des Etats américains, en janvier 1987 à l'occasion de leur mission auprès des pays d'Amérique centrale, il a affirmé que les efforts du Groupe de Contadora "ont soutenu l'espoir de la communauté internationale de voir apporter une solution durable à la crise en Amérique centrale". En outre, la délégation canadienne a fait, en 1986, devant l'Assemblée générale des Nations Unies une déclaration de soutien au Groupe de Contadora.

Comme l'a déclaré récemment le Premier ministre Mulroney, "nous ne sommes pas non plus en faveur d'exporter la révolution, pas plus que nous n'approuvons l'intervention d'une tierce partie où que ce soit en Amérique centrale, quelle que soit cette tierce partie, et quels que soient ses intérêts légitimes dans la région. Nous déplorons que les tiraillements Est-Ouest se soient propagés jusqu'en Amérique centrale, et nous n'approuvons pas qu'un pays, quel qu'il soit, fournisse des armes à une faction de la région, quelle qu'elle soit".

A la demande des gouvernements des pays membres du Groupe de Contadora, le gouvernement canadien a rédigé une série d'observations sur les dispositions de sécurité et de contrôle contenues dans le projet d'Acte de Contadora.

Nous nous réjouissons de l'initiative proposée par le Président Arias du Costa Rica - qui a, en même temps, réaffirmé le ferme appui de son pays au Groupe de Contadora - en vue de régler les conflits en Amérique centrale. Nous sommes également heureux que les présidents des cinq pays d'Amérique centrale aient convenu de se recontrer pour discuter de cette initiative.

D'aucuns se sont dits préoccupés par l'absence de progrès des négociations du Groupe de Contadora et par les difficultés à parvenir promptement à un accord de paix régional acceptable à toutes les parties de l'Amérique centrale. Bien que reconnaissant les difficultés auxquelles continue de faire face l'initiative de Contadora, le Canada maintient que le processus de Contadora est le meilleur instrument de réconciliation en Amérique centrale. Il est important selon nous que ce processus se poursuive car il permet de réduire les tensions et fournit un cadre en vue d'un règlement final.